

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CALIF SA

Société Anonyme au capital de 30 000 000 Euros
Siège social : 17, cours Valmy – 92 800 PUTEAUX
552 034 837 R.C.S : Nanterre

Documents sociaux :

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés à la Tour Société Générale, 17, Cours Valmy – 92 800 PUTEAUX.

Documents comptables annuels, approuvés par l'AGO du 30 mai 2017.

Affectation du résultat approuvée par l'AGO du 30 mai 2017 :

Origine :	
Report à nouveau antérieur	1 180 807,38
Résultat de l'exercice - bénéfice -	125 082 231,89
Réduction du capital social par apurement	
Partiel du report à nouveau débiteur	
Affectations :	
Report à nouveau	126 263 039,27

Comptes annuels au 31 décembre 2016.

I. — Bilan.

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux :		
Effets publics et valeurs assimilées :		
Créances sur les établissements de crédit :	1 628 145	2 060 588
A vue	15 498	19 370
A terme	1 612 647	2 041 218
Opérations avec la clientèle :	26 900	28 122
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	26 900	28 122
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme (note 2)	169	169
Parts dans les entreprises liées (note 2)	50 213	49 898
Crédit-bail et location avec option d'achat (note 3)	184 058	280 992
Location simple (note 3)		160 828
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles (note 4)	2	2

Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 5)	92 531	1 744
Comptes de régularisation (note 5)	1 392	2 182
Total	1 983 410	2 584 525

Passif	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales, Comptes courants postaux :		
Dettes envers les établissements de crédit (note 6) :	593 145	780 437
A vue		
A terme	593 145	780 437
Opérations avec la clientèle (note 7) :	1 013 692	1 497 524
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes :	1 013 692	1 497 524
A vue		
A terme	1 013 692	1 497 524
Dettes représentées par un titre :		
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 8) :	80 061	59 102
Comptes de régularisation (note 8)	33 488	39 375
Provisions (note 9)	29	152
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 10)	262 995	207 935
Capital	30 000	30 000
Primes d'émission		
Réserves	26 787	25 442
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées	79 945	125 592
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	1 181	-39 707
Résultat de l'exercice	125 082	66 608
Total	1 983 410	2 584 525
Résultat de l'exercice en centimes :	125 082 231,89	
Total du bilan en centimes :	1 983 410 403,98	

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors-bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés :	492 254	536 726
Engagements de financement (note 19) :	6 482	2 982
Engagements en faveur d'établissement de crédit	6 002	2 589
Engagements en faveur de la clientèle	480	393
Engagements de garantie (note 19) :	485 772	533 744
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	485 772	533 744
Engagements sur titres :		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		

Engagements reçus :	503 704	562 038
Engagements de financement (note 19) :	106 202	113 175
Engagements reçus d'établissement de crédit	66 836	73 809
Engagements reçus de la clientèle	39 366	39 366
Engagements de garantie (note 19) :	397 502	448 864
Engagements reçus d'établissement de crédit	142 246	165 338
Engagements reçus de la clientèle	255 256	283 526
Engagements sur titres :		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		
Autres engagements :		
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme (note 20) :	6 754	148 114
Autres engagements :		
Engagements donnés		296 936
Engagements reçus		
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Produits et charges d'exploitation bancaire :		
+ Intérêts et produits assimilés (note 11)	62 056	61 376
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	61 753	61 046
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	303	329
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe		
+ Autres intérêts et produits assimilés :		
- Intérêts et charges assimilées (note 11)	-123 421	-110 799
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-48 547	-21 746
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-74 874	-89 053
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	227 736	217 485
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-98 491	-119 067
+ Produits sur opération de location simple	70 928	18 599
- Charges sur opérations de location simple	-27 902	-10 768
+ Revenus des titres à revenu variable (note 11)	4 400	4 955
+ Commissions (produits) (note 12)	12	29
- Commissions (charges) (note 12)	-252	-385
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	-117	16
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change	-117	16
- Opérations sur instruments financiers		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés :		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire :	885	
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	885	
- Autres produits non bancaires :		

- Autres charges d'exploitation bancaire :	-1	-1
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-1	-1
Produit net bancaire	115 833	61 440
- Charges générales d'exploitation (note 14)	-3 561	-1 507
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-3 561	-1 507
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation :	112 272	59 933
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation :	112 272	59 933
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 15) :	-67	5
- Immobilisations financières	-67	5
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt :	112 205	59 937
+ / - Résultat exceptionnel (note 16)	24 596	
- Impôt sur les bénéfices (note 17)	-57 777	-30 996
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées (note 18)	46 058	37 667
Résultat net de l'exercice	125 082	66 608

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

III. — Annexe.

Note 1. – règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société SA CRED. A L'INDUS. FRANC. CALIF ont été établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes.

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement d'estimation.

Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

— Créances sur les établissements de crédit et la clientèle : Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles. Il n'existe aucune dépréciation au 31/12/2016.

CALIF intervient dans des opérations de crédit-bail structurées via des GIE. Certaines de ces opérations induisent au niveau de CALIF un avantage fiscal qui est, aux termes des contrats, partiellement rétrocédé au crédit preneur. La matérialisation de cette rétrocession se traduit par l'abandon d'une fraction des avances accordées par CALIF aux GIE concernés. Depuis le 31 décembre 2005, ces avances sont classées en encours sains pour leur montant brut et la fraction de l'avantage fiscal rétrocédée au client est comptabilisée en dettes.

— Créances douteuses : Par application du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique " coût du risque".

— Portefeuille titres :

Les titres sont classés en fonction de :

Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable,

L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

— Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées : Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les titres détenus par CALIF sont des titres non cotés.

— Immobilisations :

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens.

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

— Opérations de crédit bail et de location avec option d'achat :

La société applique les dispositions de l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 du comité d'urgence du CNC afférant aux contrats de locations au sens d'IAS17.

Les opérations de crédit bail et locations avec option d'achat et assimilées sont des opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les immobilisations louées dans le cadre d'un contrat de crédit bail ou location avec option d'achat sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition depuis 2005.

Ces immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

Crédit bail et Loc. Option achat	Mode	Durée
Ensembles immobiliers	linéaire	20 ans
Avions	linéaire	13 ans
Containers citernes	linéaire	8 ans

Linéaire = amortissement selon la durée normale d'utilisation du bien.

Financier = amortissement sur la durée du contrat de location.

Les biens éligibles au régime de l'amortissement dégressif (matériel de transport + installations) acquis entre le 17 octobre 2001 et le 31 mars 2002 ont bénéficié de la majoration temporaire de 30 % sur la dotation des douze premiers mois.

Les revenus des loyers sont enregistrés sur la durée du bail dans le compte de résultat au poste « produits sur opérations de crédit bail et assimilées » ou au poste « produits sur opérations de location simple » selon la qualification du bien à l'actif du bilan.

— Location simple :

Sont inscrits dans cette rubrique les biens destinés à la location sans option d'achat.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition

Ces immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

Location simple	Mode	Durée
Matériel de transport	linéaire	20 ans

Linéaire = amortissement selon la durée normale d'utilisation du bien

Financier = amortissement sur la durée du contrat de location

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Comme indiqué dans le paragraphe sur les créances, est enregistrée en dettes clientèle la partie de l'avantage fiscal rétrocédé aux clients.

— Impôts différés :

La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

Provisions :

Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

— Provisions réglementées :

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires (différentiel entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscal). Elles font partie des capitaux propres.

Conformément à la loi 2008-1443 du 30/12/2008, l'amortissement des biens acquis entre le 04/12/2008 et le 31/12/2009 selon le mode dégressif a été calculé avec un coefficient majoré d'un demi-point. La majoration a été appliquée sur 25 trains.

— Opérations en devises :

Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les actifs en devises sont refinancés dans la même devise pour les opérations de prêts et en partie pour les opérations de crédit bail. Les positions de change sont recensées en annexe.

— Opérations sur instruments financiers à terme :

Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

Les charges et produits relatifs aux IFAT utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément identifié, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Concernant des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts.

— Engagements hors bilan :

Les engagements hors bilan sont détaillés en annexe.

CALIF a enregistré en 2016 des engagements de garantie en faveur de la clientèle pour un montant de 485 772 milliers d'euros. Ces engagements représentent le risque porté par CALIF sur le client final dans le cadre de financements logés dans des SNC.

— Gains et pertes sur actifs immobilisés :

Ce poste regroupe les plus ou moins-values de cession et les dotations nettes aux dépréciations des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

— Transactions entre les parties liées :

Conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, la société SA CRED. A L'INDUS. FRANC. CALIF ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

– les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;

– les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice :

— Opération de crédit bail mobilier et location simple :

Les deux opérations de location opérationnelle portant sur des trains de passagers exploités en Allemagne ont été cédées de façon anticipée fin mars 2016. Ces opérations avaient été mises en place en 2009 et 2010.

Une opération de crédit-bail portant sur un ensemble immobilier est arrivée à terme en décembre 2016.

— Autres faits marquants :

CALIF a procédé au paiement de deux acomptes sur dividendes :

– le 30 septembre 2016 pour un montant de 37,5 millions d'euros suite à la décision du Conseil d'Administration du 27 septembre 2016.

– le 20 décembre 2016 pour un montant de 52,5 millions d'euros suite à la décision du Conseil d'Administration du 7 décembre 2016.

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes et prêts	1 611 106	2 041 653
A vue :	15 498	19 370
Comptes ordinaires	15 498	19 370
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	1 595 608	2 022 283

Prêts et comptes à terme	1 595 608	2 022 283
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées	17 039	18 935
Créances douteuses		
Total brut	1 628 145	2 060 588
Dépréciations		
Total net	1 628 145	2 060 588
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	1 628 145	2 060 588

Note 3. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	26 711	27 922
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement	26 711	27 922
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées	189	200
Créances douteuses		
Total brut	26 900	28 122
Dépréciations :		
Total net	26 900	28 122
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	26 900	28 122

Note 4.

1. Participations et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2016
Titres de participation					
Valeur brute (*)	123				123
(*) Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations (*)					
(*) Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan	123				123
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute (*)	46				46
(*)Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations (*)					
(*) Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan	46				46
Total net	169				169

2. Parts dans les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Augmentation	Diminution	Autres (1)	31/12/2016
Etablissement de crédit	10 136				10 136
Côtés					
Non côtés	10 136				10 136
Autres	40 554	383	309		40 628
Côtés					
Non côtés	40 554	383	309		40 628
Dépréciations (2)	-792	-31	-272		-551
Total net	49 898	352	37		50 213

(1) pas de mouvements;

(2) Les principaux mouvements sur dépréciations ont été :

– la reprise du provision pour les titres détenues à SNC BERING (272 K Euros), devenu sans objet au cours de l'exercice suite à la cession des titres. – l'augmentation du provision pour SNC DA CONTI (31 K Euros).

Note 5.

1. Opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2016	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2016	Valeur nette 31/12/2016
Crédit-bail et location avec option d'achat :	2 291 640		-9 947	2 591	2 284 284	-2 100 226	184 058
Terrains loués	1 143		-1 143				
Biens mobiliers loués	2 280 266			2 868	2 283 134	-2 100 226	182 908
Biens immobiliers loués	8 804		-8 804				
Biens immobiliers en cours de construction							
Biens mobiliers temporairement non loués							
Biens immobiliers temporairement non loués							
Autres							
Créances rattachées	1 427			-277	1 150		1 150
Créances douteuses							
Location simple	215 128		-211 394	-3 734			
Terrains							
Biens mobiliers	211 394		-211 394				
Biens immobiliers							
Immobilisation en cours							
Biens mobiliers temporairement non loués							
Biens immobiliers temporairement non loués							
Autres							
Créances rattachées	3 734			-3 734			
Créances douteuses							
Total	2 506 768		-221 341	-1 143	2 284 284	-2 100 226	184 058

2. Ventilation de l'encours financier :

(En milliers d'Euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2016
Encours financier	175 445	713 242	258 930	1 147 617

3. Amortissement des opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2016
Crédit-bail et location avec option d'achat	-2 010 648	-98 201	-8 804	181	-2 100 226
Terrains loués					
Biens mobiliers loués	-2 002 061	-97 984		181	-2 100 226
Biens immobiliers loués	-8 587	-217	-8 804		
Biens mobiliers temporairement non loués					
Biens immobiliers temporairement non loués					
Autres					
Location simple	-54 300	-2 628	-56 928		

Terrains					
Biens mobiliers	-54 300	-2 628	-56 928		
Biens immobiliers					
Biens mobiliers temporairement non loués					
Biens immobiliers temporairement non loués					
Autres					
Total	-2 064 948	-100 829	-65 732	181	-2 100 226

4. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel ou financier	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire
Crédit-bail et location avec option d'achat	-98 201		-9 943	38 260
Location simple	-2 628		-96	17 715
Total	-100 829		-10 039	55 975

5. Réserve latente :

(En milliers d'Euros)		Valeur nette 31/12/2016	Encours financiers	Retraitements	Stock au 31/12/2016	Stock au 31/12/2015	Variation 2016
Crédit-bail et location avec option d'achat		184 058	1 147 617	73 960	1 037 519	1 130 454	-92 935
Location simple						36 609	-36 609
Réserve brute					1 037 519	1 167 063	-129 544
IS différé sur réserve latente	34,43%				357 217	401 859	-44 641
Total		184 058	1 147 617	73 960	680 302	765 204	-84 903

Note 6.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2016	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2016	Valeur nette 31/12/2016
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	7				7	-5	2
Terrains	2				2		2
Constructions	5				5	-5	
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	7				7	-5	2

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2016
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	-5				-5
Terrains					
Constructions	-5				-5
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total	-5				-5

3. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2016
Immobilisations incorporelles					

Immobilisations corporelles					
Total					

Note 7. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres actifs :		
Sous-total :	92 531	1 744
Compte courant SG impôt groupe		
Débiteurs divers	892	129
Acompte sur dividendes	90 000	
Dépôt garantie versé	1 567	1 533
Intérêts courus sur dépôt de garantie		7
TVA	72	75
Comptes de régularisation :		
Sous-total :	1 392	2 182
Charges comptabilisées d'avance	1 391	2 182
Commission avance Crédit Bail	1 270	1 532
CCA Commission participation		497
CCA Commission sous participation	111	142
CCA divers	10	11
Produits à recevoir :	1	
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs	1	
Comptes de régularisation		
Impôts différés :		
Autres comptes de régularisation		
Total brut	93 923	3 926
Dépréciations		
Total net	93 923	3 926

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes à vue :		
Dépôts et comptes ordinaires		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	592 441	780 218
Emprunts et comptes à terme	592 441	780 218
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	704	219
Titres donnés en pension		
Total	593 145	780 437

Note 9. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes envers la clientèle à vue :	1 013 508	1 496 068
Sociétés et entrepreneurs individuels	1 013 508	1 183 769
Particuliers		
Clientèle financière		312 299
Autres		
Autres dettes envers la clientèle à terme :		
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres		
Dettes rattachées	184	1 456
Total dettes envers la clientèle	1 013 692	1 497 524
Valeurs données en pension à la clientèle		
Titres donnés en pension à la clientèle		
Total	1 013 692	1 497 524

Note 10. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations sur titres :		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs :	80 061	59 102
Compte courant SG impôt groupe	62 061	32 473
Versement restant à effectuer sur titres	16 517	25 179
Créditeurs divers		
Tva	20	39
Factures non parvenues	522	438
Charges à payer diverses		33
Fournisseurs	26	22
Etat - charges à payer	915	918
Comptes de régularisation :	33 488	39 375
Charges à payer	401	524
Dettes envers les établissements de crédit	20	23
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre	2	18
Autres passif	6	
Comptes de régularisation	373	483
Dettes subordonnées		
Impôts différés :	26 368	29 826
Produits constatés d'avance :	6 719	9 025
Clientèle		
Crédit bail	6 239	6 775
Location simple		1 646
Commission de participation	480	604
Autres comptes de régularisation		
Total	113 549	98 477

Les impôts différés sont détaillés dans la note n° 19.

Note 11. – Provisions et dépréciations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2016
Provisions	152			-123		29
Provisions	152			-123		29
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges	152			-123		29
Provisions règlementées						
Amortissements dérogatoires sur le crédit bail						
Amortissements dérogatoires sur la location simple						
Autres						

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2016
Dépréciations						
Dépréciations d'actifs						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations de crédit-bail et location simple						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres						
Total des dotations :						
Total des reprises :			-123			

Note 12.

1. Evolution des capitaux propres (En milliers d'Euros) :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2016
Origine :	26 901
Report à nouveau antérieur	-39 707
Résultat de la période	66 608
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	26 901
Réserve légale	1 345
Autres réserves	
Dividendes	24 375
Autres répartition	
Report à nouveau	1 181

(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2015 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 30 mai 2016.

2. Capital social : Le capital social est composé de actions de 1 875 000 actions de 16 € de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves :

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	2 382
Réserves statutaires	

Autres réserves	24 405
Total	26 787

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat disponible	126 263
Report à nouveau antérieur	1 181
Résultat de la période	125 082
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	126 263
Réserve légale	618
Autres réserves	
Dividendes	123 750
Autres répartition	
Report à nouveau	1 895

5. Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Capital	30 000			30 000
Primes d'émission				
Réserves	25 442	1 345		26 787
Ecart de réévaluation				
Provisions règlementées	125 592	10 328	55 975	79 945
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	-39 707	40 888		1 181
Résultat de l'exercice	66 608	125 082	66 608	125 082
Distribution				
Total	207 935	177 643	122 583	262 995

Note 13.

1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2016	Net 2015
Sur opérations avec les établissements de crédit :	48 547	61 753	13 206	39 300
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	48 547	61 753	13 206	39 300
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :	74 874	303	-74 571	-88 724
Créances commerciales	74 874	303	-74 571	-88 724
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe				
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés				
Total	123 421	62 056	-61 365	-49 424

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		

Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme	4 400	4 955
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total	4 400	4 955

Note 14. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2016	Net 2015
Opérations avec les établissements de crédit	252	12	-240	-356
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres				
Opérations de crédit bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie				
Prestations de services et autres				
Total	252	12	-240	-356

Note 15. – Résultat net sur opérations financières.

(En milliers d'Euros)	Net 2016	Net fin 2015
Résultat net sur portefeuille de négociation :	-117	16
Résultat net des opérations sur titres de transaction		
Résultat net des opérations de change	-117	16
Résultat sur instruments financiers à terme		
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Total	117	-16

Le solde net de la dotation/reprise aux provisions pour Reserve Policy est intégré au solde du Résultat sur Instruments financiers à terme.

Note 16.

1. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Frais de personnel :		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs :	-3 561	-1 507
Impôts et taxes	-2 076	-1 084
Services extérieurs	-1 485	-423
Autres		
Total	-3 561	-1 507

2. Effectif moyen :

	France	Etranger	2016	2015
Cadres				

Non cadres				
Total				

3. Rémunération des dirigeants. — Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.

Note 17. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Immobilisations corporelles :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les Ent. Liées et autres titres LT :	-67	5
Plus-values de cession		5
Moins-values de cession	-308	-59
Dotations aux dépréciations ou provisions	-31	
Reprises de dépréciations ou provisions	272	59
Total	-67	5

Note 18. – Résultat exceptionnel.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Charges exceptionnelles		
Détail		
Produits exceptionnels	24 596	
Produit exceptionnelles relatifs aux Security Deposits	24 487	
Produit exceptionnelles - abandon créances	109	
Total net	24 596	

Note 19.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Charge fiscale courante	61 236	32 473
Charge fiscale différée	-3 459	-1 477
Total	57 777	30 996

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (En milliers d'Euros) :

Ventilation résultats	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal	113 053		37 684		37 684	75 369
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable	-781					-781
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	112 272		37 684		37 684	74 588
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	112 272		37 684		37 684	74 588
5 - Taxé au taux normal						
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable	-68					-68
IV +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	-68					-68

V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	112 204	37 684	37 684	74 520
VI. Résultat exceptionnel	24 596	8 199	8 199	16 397
Dotation nettes aux provisions réglementées	46 059	15 353	15 353	30 706
Impôt courant		61 236	61 236	
Impôt différé		-3 459	-3 459	3 459
Crédit d'impôt comptabilisé				
Contributions				
AUTRES (à préciser)				
Résultat net	182 859	57 777	57 777	125 082
(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance.				

3. Situation fiscale différée :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux	Actif 2016	Passif 2016	Stock au 31/12/2016	Stock au 31/12/2015
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
Accroissement futur d'impôt						
Résultats sociétés transparentes fiscalement (GIE)	50 784	33,33%		16 928		
	33 710	28,00%		9 439		
Total				26 367	-26 367	-29 826

Note 20. – Dotation nette de FRBG et provisions réglementées.

(En milliers d'Euros)	Dotations	Reprises	2016	2015
Provisions des fonds pour risques bancaires généraux				
Provisions réglementées	10 039	56 097	-46 058	-37 667
Amortissements dérogatoires	10 039	55 974	-45 935	-37 693
Provision redressement fiscal				26
Provisions CVAE filiales		123	-123	
Total	10 039	56 097	-46 058	-37 667

Note 21. – Opérations non inscrites au bilan.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.

1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

1.1. Hors-bilan - Engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		6 482
En faveur d'établissements de crédit	Partie non utilisée des prêts consentis à la Société Générale	6 002
En faveur de la clientèle	Partie non utilisée des prêts consentis aux GIE et SNC	480
Engagements de garantie :		485 772
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle	Engagement porté sur les clients des SNC dans le cadre de financements octroyés par la Société Générale	485 772
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		106 202
D'établissements de crédit	Partie non utilisée des refinancements consentis par les EC	66 836
De la clientèle	Partie non utilisée des refinancements auprès des SNC	39 366

Engagements de garantie :		397 502
D'établissements de crédit	Garantie reçue de la SG sur opérations de prêts	142 246
De la clientèle	Garantie reçue de la clientèle sur opérations de prêts	255 256

1.2. Hors-bilan - Engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2016
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

1.3. Hors-bilan - Engagements douteux :

1.4. Hors-bilan - Autres engagements :

Note 22.

1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	31/12/2016	31/12/2015
Opérations fermes :		6 754	164	6 754	148 114
Opérations sur marchés organisés et assimilés :					
Contrats à terme de taux d'intérêt					
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme					
Opérations sur marchés de gré à gré :		6 754	164	6 754	148 114
Swaps de taux d'intérêt		6 754	164	6 754	148 114
Swaps financiers de devises					
FRA					
Autres					
Opérations conditionnelles :					
Options de taux d'intérêt					
Option de change					
Option sur actions et indices					
Autres options					
Total		6 754	164	6 754	148 114

2. Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Swaps de taux d'intérêt	5 375	1 379		6 754
Total	5 375	1 379		6 754

Note 23. – Emplois et ressources ventilés selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2016				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois :					
Créances sur les établissements de crédit	51 950	157 290	862 481	556 424	1 628 145
Opérations avec la clientèle		1 557	16 457	8 886	26 900
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					

Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources :					
Dettes envers les établissements de crédit	2 155	76 136	398 687	116 167	593 145
Opérations avec la clientèle	6 002	172 728	618 787	216 175	1 013 692
Dettes représentées par un titre					

Note 24. – Identité de la société consolidante.

Les comptes annuels de la SA CALIF sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :
SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS
En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 25. – Intégration fiscale.

La Société CALIF est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1991.
Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :
— Bénéfice à court terme de 183 707 264 €
— Bénéfice à long terme de 308 508 €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 61 235 755 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 26. – Informations concernant les entreprises liées

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Part entreprises liées
Postes de l'actif :		
Créances sur les établissements de crédit	1 628 145	1 628 145
Opérations avec la clientèle	26 900	26 900
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	169	123
Parts dans les entreprises liées	50 213	50 213
Crédit-bail et location avec option d'achat	184 058	
Location simple		
Immobilisations	2	
Charges constatées d'avance	1 391	
Autres actifs et comptes de régularisation	92 532	91 380
Postes du passif :		
Dettes envers les établissements de crédit	593 145	554 284
Opérations avec la clientèle	1 013 692	
Dettes représentées par un titre		
Produits constatés d'avance	6 719	479
Autres passifs et comptes de régularisation	106 830	78 146
Provisions et subventions d'investissement	79 974	
Dettes subordonnées		
Postes du hors bilan :		
Engagements de financement :		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	6 002	6 002
Engagements en faveur de la clientèle	480	480
Engagements reçus d'établissement de crédit	66 836	66 836
Engagements reçus de la clientèle	39 366	39 366
Engagements de garantie :		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	485 772	

Engagements reçus d'établissement de crédit	142 246	142 246
Engagements reçus de la clientèle	255 256	
Engagements sur titres :		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme	6 754	
Autres engagements		
Engagements douteux		
Postes du compte de résultat :		
Intérêts et produits assimilés	62 056	61 915
Revenus des titres à revenu variable	4 400	4 400
Produits de commissions	12	12
Intérêts et charges assimilées	123 421	38 040
Charges de commissions	252	252
Autres (à détailler si significatif)		

Note 27. – Tableau des filiales et participations (1ère partie).

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
Sociétés / siège social :					
I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de CALIF					
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF)				49 508	49 508
SA SOCGEN INVERSIONES FINANCIERAS	7 480	7 828	100	10 137	10 137
CALLE SOMERA 7-9 E 28023 MADRID COMINO (EX SOCAD 99)	9 570	-5 316	99	9 474	9 474
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FILFLA (EX SOCAD 100)	9 912	-5 410	99	9 813	9 813
17 cours Valmy - 92800 Puteaux GOZO (EX SOCAD 101)	10 032	-5 685	99	9 932	9 932
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MANOEL (EX SOCAD 102)	10 254	-5 504	99	10 152	10 152
17 cours Valmy - 92800 Puteaux					
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par CALIF)					
II - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
A) Filiales non reprises au paragraphe I :				106	106
1°/ Filiales françaises				106	106
2°/ Filiales étrangères					
B) Participations non reprises au paragraphe I :				1 319	768
1°/ Filiales françaises				1 319	768
2°/ Filiales étrangères					

2. Tableau des filiales et participations (2ème partie) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations / Date du dernier exercice clos
Sociétés / siège social :						
I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur						

d'inventaire excède 1 % du capital de CALIF						
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF)						
SA SOCGEN INVERSIONES FINANCIERAS				3 217	4 400	ras
CALLE SOMERA 7-9 E 28023 MADRID						
COMINO (EX SOCAD 99)			2 971	-3 060		ras
17 cours Valmy - 92800 Puteaux						
FILFLA (EX SOCAD 100)			2 990	-3 734		ras
17 cours Valmy - 92800 Puteaux						
GOZO (EX SOCAD 101)			3 022	-5 181		ras
17 cours Valmy - 92800 Puteaux						
MANOEL (EX SOCAD 102)			3 025	-6 049		ras
17 cours Valmy - 92800 Puteaux						
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par CALIF)						
II - renseignements globaux concernant les autres filiales et participations						
A) Filiales non reprises au paragraphe I :						
1°/ Filiales françaises						
2°/ Filiales étrangères						
B) Participations non reprises au paragraphe I :						
1°/ Filiales françaises						
2°/ Filiales étrangères						

Note 28.

3. Liste des filiales et participations :

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF)			
La liste des filiales figure en note suivante			
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par CALIF)			
SNC CELINE	-90 510	1 910	33
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par CALIF)			
La liste des autres titres détenus figure en note suivante			
D) Certificats d'association			
Certificat d'association			46

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF)			
ALI FINANCE (ex SOCAD 57)	-6 563	-161	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
ARTHUR (ex SOCAD 29)	-27 406	3 593	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
CAMILLA (ex SOCAD 30)	-28 542	3 589	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
CAMILLE FINANCE 3 MSN 33042 (ex SOCAD 51)	6	2 630	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
ALICE (ex SOCAD CINQ)	-62 525	3 111	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
AUDREY FINANCE 32901	-9 614	-44	99

17 cours Valmy - 92800 Puteaux CAMILLE FINANCE 2 MSN 33041 (ex SOCAD 50)	5	2 748	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux CAMILLE FINANCE 4 MSN 33043 (ex SOCAD 52)	5	2 689	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux CAMILLE FINANCE 6 MSN 33045 (ex SOCAD 54)	5	2 751	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux CAMILLE FINANCE 8 MSN 33046 (ex SOCAD 55)	4	2 693	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux ELIAS (ex SILK 3)	-90 438	3 987	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux PATRIGES ETA	859		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FILFLA (ex SOCAD 100)	4 502	-3 734	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MANOEL (ex SOCAD 102)	4 750	-6 048	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALERIE FINANCE 3 (ex SOCAD 82) - MSN 35669	-20 805	-83	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux ALI FINANCE 2 (ex SOCAD 84)	-9 025	-347	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux THOMAS (ex SOCAD 095)	-19 470	-235	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALERIA (ex SOCAD 098)	-26 840	-3 293	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2008 PANDA FINANCE 9 (ex SOCIETE 23)	-8 916	-374	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux CAMILLE FINANCE 5 MSN 33044 (ex SOCAD 53)	5	2 670	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux CAMILLE FINANCE 7 MSN 2825 (ex SOCAD 56)	3	2 596	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux CAMILLE FINANCE A319-2693 (ex SOCAD 49)	4	2 734	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux COMINO (ex SOCAD 99)	4 254	-3 060	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux GOZO (ex SOCAD 101)	4 347	-5 181	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALERIE FINANCE 1 (ex SOCAD 80) - MSN 35667	-23 515	247	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALENTINE FINANCE 8 (ex SOCAD 83) - MSN 866	-7 459	-303	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
2008 PANDA FINANCE 3 (ex SOCAD 85)	-8 875	-288	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux CARLA (ex SOCAD 097)	-28 884	-3 225	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SUSANNAH (ex SOCADUNE)	-28 513	3 368	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2008 PANDA FINANCE 10 (ex SOCIETE 24)	-8 697	-357	99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux NRE (ex SOCIETE 7)	45		100
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SOCGEN INVERSIONES FINANCIERAS	15 308	217	100

CALLE SOMERA 7-9 E 28023 Madrid			
EXPLORER 512 (ex SOCIETE 73)	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
EXPLORER 516 (ex SOCIETE 74)	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SOCIETE 75	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SOCIETE 76	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SOCIETE 77	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SOCIETE 79	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SOCIETE 80	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
EXPLORER 517 (ex SOCIETE 81)	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SOCIETE 82	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SOCIETE 83	1		99
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par CALIF)			
BARFIN 2	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SNC CECILE FINANCE 1 - MSN 35360 (ex SOCAD 65)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SNC CECILE FINANCE 2 - MSN 35363 (ex SOCAD 66)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SNC CECILE FINANCE 3 - MSN 35361 (ex SOCAD 67)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
SNC CECILE FINANCE 4 - MSN 35362 (ex SOCAD 68)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
CHARLOTTE (ex SOCAD21)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
CORPAFIM	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
DHOW (ex SOCAD 31)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
DORA (ex SOCADEUX)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
ELKE BAIL (ex SOCAD3)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
EMMA BAIL (ex SOCAD4)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
FEEDER 3 (ex SOCADIX)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
FEEDER 4 (ex SOCAD 15)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
GRUBAIL (ex FIRIG)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			
GUSTAV LEASE (ex SOCAD 23)	N/A	N/A	1

17 cours Valmy - 92800 Puteaux JEANNE (ex SOCAD 28)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux JULIETTE (ex SOCAD 22)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux KIMJU (ex ESTASOC)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MARIE (ex SOCAD 27)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux NIRIX	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux QUENTIN (ex SOCAD 25)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MARCO (ex SOCAD 104)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux JOE (ex SOCAD 105)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux WILLIAM (ex SOCAD 106)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux JACK (ex SOCAD 107)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux AVERELL (ex SOCAD 108)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux LOUIS (ex SOCAD 109)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux ELOI (ex SOCAD 111)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux APOLLINE (ex SOCAD 113)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux ELISA (ex SOCAD 114)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
VINDELICA (ex SOCAD 115)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux CONTAINER LEASING 3 (ex SOCAD 116)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux WIKI (ex SOCAD 117)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SOGETRAM (ex SOCAD 118)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RAMES CENTRE BAIL 3 (ex SOCAD 119)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux ABRA (ex SOCAD 32)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux EVN LEASE (ex SOCAD 34)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALENTINE FINANCE 1 (ex SOCAD 69)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SEVERINE FINANCE 2 (ex SOCAD 70) - MSN 35371	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SEVERINE FINANCE 3 (ex SOCAD 71) - MSN 35378	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SEVERINE FINANCE 4 (ex SOCAD 72) - MSN 35384	N/A	N/A	1

17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLOWER 1 MSN 36155 (ex SOCAD 73)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2007 PANDA FINANCE 1 (ex SOCAD 74)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLYING FINANCE 1 (ex SOCAD 75) - MSN 3427	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLYING FINANCE 2 (ex SOCAD 76) - MSN 3448	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLYING FINANCE 3 - MSN 3477 (ex SOCAD 77)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLYING FINANCE 4 - MSN 3486 (ex SOCAD 78)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLYING FINANCE 5 - MSN 3489 (ex SOCAD 79)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLYING FINANCE 6 (ex SOCAD 86)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux BLANCHE (ex SOCAD 89)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux BRUNE (ex SOCAD 90)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RAMES BREST BAIL (ex SOCAD 092)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RAMES POITOU BAIL 2 (ex SOCAD 96)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux TIRIX	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux WOLFGANG LEASE (ex SOCAD 24)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALENTINE FINANCE 2 (ex SOCAD 58) - MSN 3186	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALENTINE FINANCE 3 (ex SOCAD 59) - MSN 3197	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALENTINE FINANCE 4 (ex SOCAD 60) - MSN 3233	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALENTINE FINANCE 5 (ex SOCAD 61) - MSN 3247	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALENTINE FINANCE 6 (ex SOCAD 62) - MSN 3262	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
VALENTINE FINANCE 7 (ex SOCAD 63) - MSN 36269	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SEVERINE FINANCE 1 (ex SOCAD 64) - MSN 35372	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux KONIAMBO POWER	N/A	N/A	2
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RAMES POITOU CHARENTES BAIL (ex RAMES TOULOUSE BAIL)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RAMES CHAMPAGNE ARDENNE BAIL	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RAMES GRENOBLE BAIL (ex RAMES RHONE ALPES BAIL)	N/A	N/A	1

17 cours Valmy - 92800 Puteaux AUDREY (ex SOCIETE 13)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux HUGO (ex SOCIETE 15)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux NAMORIK (ex SOCIETE 17)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux UTIRIK (ex SOCIETE 19)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2009 KOALA FINANCE - MSN 3766 (ex FLYING FINANCE 7 ex SOCIETE 26)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2009 KOALA FINANCE - MSN 36743 (ex SOCIETE 28)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLOWER 3 (ex SOCIETE 30)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2009 KOALA FINANCE - MSN 3940 (ex SOCIETE 32)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux INGRID FINANCE 2010 (ex MARIUS FINANCE)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux TIMBENNICO FINANCE 2011 (ex SOCIETE 36)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux HELOISE FINANCE 2 - MSN 37945 (ex SOCIETE 43)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux HELOISE FINANCE 4 - MSN 37867 (ex SOCIETE 45)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux KADIR 3 (ex SOCIETE 51)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MADLICE FINANCE 2 (ex SOCIETE 53)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SOCIETE 55	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MULTIGAS S1016 (ex SNC JUNHOI, ex SOCIETE 57)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux VALHALLA (ex SOCIETE 59)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux PYTHEAS 2094 (ex SOCIETE 61)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MEGA EXPRESS (ex SOCIETE 63)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SOCIETE 71	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RAMES DIJON BAIL (ex RAMES TOURS BAIL, RAMES ALSACE BAIL 1)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SA SOGEBAIL	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RAPIDS (ex SOCADONZE)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux RONGERIK (ex SOCIETE 18)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux			

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
FRANCOIS (ex SOCIETE 20)	N/A	N/A	1

17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2009 KOALA FINANCE - MSN 3806 (ex SOCIETE 27)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux FLOWER 2 (ex SOCIETE 29)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2009 KOALA FINANCE - MSN 3973 (ex SOCIETE 31)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux 2009 KOALA FINANCE - MSN 36744 (ex SOCIETE 33)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux ELLEN FINANCE 2010 (ex SOCIETE 35)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux NICOLAS FINANCE 2009 (ex SOCIETE 39)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux HELOISE FINANCE 1 - MSN 37865 (ex SOCIETE 42)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux HELOISE FINANCE 3 - MSN 37866 (ex SOCIETE 44)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux HELOISE FINANCE 5 - MSN 37868 (ex SOCIETE 46)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MADLICE FINANCE 1 (ex SOCIETE 52)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux BEYDA (ex SOCIETE 54)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MULTIGAS S1015 (ex SNC MEIYUN, ex SOCIETE 56)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux SALCEDO (ex SOCIETE 58)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux MERCATOR (ex SOCIETE 60)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux BAKERMAAT (ex SOCIETE 62)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux DA CONTI	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux NMC MOBILIER 2015	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux NMC IMMOBILIER 2015	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux COTRANSMINE 2015	N/A	N/A	1
17 cours Valmy - 92800 Puteaux BPI France financement (ex OSEO)	N/A	N/A	1
27-31 avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons - Alfort			

Note 29.

— Liste des sociétés transparentes dont la société est indéfiniment responsable :

(En milliers d'Euros)	Capital (En milliers d'Euros)	Capital (en actions)	Capitaux propres (hors capital)	% droits de détention	% droits à résultat	Valeur Comptable Nette
Sociétés :						
GIE						
33866 LEASE			-12 348	99,90%	99,90%	
33867 LEASE			-12 498	99,90%	99,90%	
32476 LEASE			-12 499	99,90%	99,90%	
32477 LEASE			-11 817	99,90%	99,90%	

SNC					
CELINE 32849	0,1	10 000	-90 510	33,34%	33,34%

Note 30.

Honoraires des commissaires aux comptes. — Les honoraires HT de la lettre de mission de notre commissaire aux comptes, au titre de l'exercice 2016, s'élève à :

DELOITTE et ASSOCIES	23 034,00 €
ERNST et YOUNG	23 034,00 €

Note 31.

— Ventilation des produits bancaires :

(En milliers d'Euros)	Produits France	Produits export	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	62 056		62 056	61 376
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	298	227 438	227 736	217 485
Produits sur opérations de location simple		70 928	70 928	18 599
Revenus des titres à revenu variable		4 400	4 400	4 955
Produits de commissions	12		12	29
Gains de change	8	-125	-117	16
Autres produits d'exploitation bancaire	885		885	
Total	63 259	302 641	365 900	302 460

Note 32.

— Tableau des hypothèques :

(En milliers d'Euros)	Valeur du bien à l'actif		Dettes garanties	
Engagements donnés				
- Hypothèque aérienne de 1er rang	1 069 915	48 728		1 001 840

IV. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2016.)

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CALIF, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 12 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

DELOITTE et ASSOCIES :
Charlotte VANDEPUTTE ;

ERNST & YOUNG et Autres :
Micha MISSAKIAN.

V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

— Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale. — En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

— Avec Société Générale, société contrôlant SG Financial Services Holding, actionnaire à 95,15 % de votre société.

— Conventions autorisées par le conseil d'administration du 6 janvier 2016.

Dans le cadre du déboucement le 31 mars 2016 de deux opérations de location opérationnelle de train mise en place en 2009 et 2010 avec le groupe Veolia Transport :

– Résiliation le 30 septembre 2016 de la convention « Lease Management and Remarketing » avec Société Générale signée en décembre 2009 : la résiliation de la convention initiale a pris effet au 31 mars 2016 et Société Générale n'a perçu aucune rémunération au titre de l'exercice 2016.

– Résiliation le 30 septembre 2016 de la convention « Lease Management and Remarketing » avec Société Générale signée en décembre 2010 : la résiliation de la convention initiale a pris effet au 31 mars 2016 et Société Générale n'a perçu aucune rémunération au titre de l'exercice 2016.

Votre conseil a motivé la résiliation de ces conventions de la façon suivante : en cas d'accord effectivement trouvé avec la société Alpha Trains Luxembourg S.A.R.L., il conviendra d'exécuter le contrat de vente portant sur la vente des trains détenus sur les concessions « NRE » et « S-Bahn Bremen » et le transfert des « Operating Lease Agreements » associés, ainsi que de terminer par anticipation les autres contrats afférant aux locations opérationnelles, dont les « Lease Management and Remarketing Agreements » existants.

Au terme d'un acte en date du 31 mars 2016, votre société a vendu les trains à la société Alpha Trains Luxembourg S.A.R.L., entraînant la résiliation des conventions « Lease Management and Remarketing Agreements ».

— Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. — En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

— Avec Société Générale, société contrôlant SG Financial Services Holding, actionnaire à 95,15 % de votre société.

a) Conventions autorisées par les conseils d'administration des 10 décembre 2009 et 22 novembre 2010.

Les deux conventions mentionnées ci-dessus de « Lease Management and Remarketing Agreements » avec le groupe Véolia Transport, autorisées respectivement par les conseils d'administration des 10 décembre 2009 et 22 novembre 2010 ont continué à poursuivre leurs effets jusqu'au 31 mars 2016, date effective de leur résiliation, autorisée par le conseil d'administration du 6 janvier 2017.

Au titre de ces deux conventions, votre société n'a enregistré aucune charge ni produit en 2016.

b) Conventions autorisées par le conseil d'administration du 10 novembre 2011 dans le cadre du programme « FCT RED & BLACK- BDDF PPI »

Dans le cadre de l'opération de titrisation « FCT R&B BDDF PPI » mise en place afin de refinancer un portefeuille de prêts immobiliers originés en France par le réseau France de Société Générale (encours maximal autorisé : EUR 9 milliards) :

– Prêt accordé par votre société à Société Générale, pour un montant d'EUR 5,7161 milliards. Les termes et conditions finaux notifiés le 19 décembre 2011 sont les suivants : tirage le 19 décembre 2011, date ultime d'amortissement du prêt en novembre 2046 et marge applicable de 0,85 %.

– Convention de garantie financière : à titre de garantie du prêt, Société Générale a remis en pleine propriété au prêteur des créances au titre de prêts amortissables accordés à la clientèle du réseau France de Société Générale. Cette remise en pleine propriété a été effectuée conformément à l'article L. 211-38 du Code monétaire et financier.

– L'acte de cession de créance, accessoire au prêt et également autorisé par le conseil d'administration du 10 novembre 2011, a été signé entre votre société et le fonds commun de titrisation « FCT R&B BDDF PPI » le 19 décembre 2011.

– La documentation a été amendée une première fois le 26 octobre 2012, sans impact pour votre société, et la signature de cet amendement a été constatée par le conseil d'administration le 20 novembre 2012.

– La documentation a été amendée une seconde fois le 9 juillet 2014, sans impact pour votre société, la signature de l'amendement ayant été autorisée par le conseil d'administration du 8 avril 2014.
– La documentation a été amendée une troisième fois le 23 avril 2015, sans impact pour votre société, et la signature de cet amendement a été constatée par l'assemblée générale du 30 mai 2016.
– La rémunération perçue par votre société, à la signature de l'opération, s'est élevée à EUR 57 161.
Votre société n'a pas enregistré de produit en 2016 au titre de ces conventions.

c) Conventions autorisées par le conseil d'administration du 28 septembre 2012 dans le cadre du programme « FCT CODA »

Dans le cadre d'une opération de titrisation visant à refinancer un portefeuille de prêts aux grandes entreprises d'un encours maximal de MEUR 800 originés en Europe par Société Générale Corporate and Investment Banking et le réseau France de Société Générale :

– Prêt accordé par votre société à Société Générale, pour un montant de MEUR 290. Les termes et conditions finaux notifiés le 6 décembre 2012 sont les suivants : tirage le 13 décembre 2012, durée du prêt : cinq ans et taux effectif global de 1,711 %.
– Convention de garantie financière : à titre de garantie du prêt, Société Générale a remis en pleine propriété au prêteur des créances au titre de prêts aux grandes entreprises originés en Europe par Société Générale Corporate and Investment Banking et le réseau France de Société Générale. Cette remise en pleine propriété a été effectuée conformément à l'article L.211-38 du Code monétaire et financier.
– L'acte de cession de créance, accessoire au prêt et également autorisé par le conseil d'administration du 28 septembre 2012, a été signé le 6 décembre 2012 entre votre société et le fonds commun de titrisation « FCT CODA ».
– La documentation a été amendée une première fois le 22 juillet 2015, sans impact pour votre société, la signature de l'amendement ayant été constatée par l'assemblée générale du 30 mai 2016. La rémunération perçue par votre société à la signature de l'opération s'est élevée à EUR 2 900.
Votre société n'a pas enregistré de produit en 2016 au titre de ces conventions.

d) Convention autorisée par le conseil d'administration du 27 mai 2014 dans le cadre de la constitution d'un sous-groupe de liquidité avec Société Générale

Dans le cadre de la création d'un sous-groupe de liquidité autour de Société Générale, votre société a signé une lettre d'engagement en faveur de Société Générale le 20 juin 2014.

Votre société n'a pas enregistré de produit en 2016 au titre de cette convention.

Avec SGCMF, contrôlée par Société Générale, société contrôlant SG Financial Services Holding, actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote de votre société

Conventions autorisées par le conseil d'administration du 14 décembre 2012 et du 24 janvier 2013 dans le cadre du programme « FCT WATER DRAGON »

Dans le cadre d'une opération de financement sécurisé, le groupe Société Générale consent un nantissement portant sur un portefeuille de prêts à long terme maritimes et aéronautiques accordés par votre société et Société Générale Corporate and Investment Banking. L'opération qui fait intervenir SGBN et le FCT WATER DRAGON a été signée en janvier 2013 pour un montant global d'USD 340 millions.

La documentation comporte les conventions suivantes, signées le 7 janvier 2013, qui ont fait l'objet d'avenants signés en date du 25 janvier 2013 :

– contrat de Prêt Sécurisé (portant le titre de « Facility Agreement ») et avenant ;
– convention de garantie financière (portant le titre de « Collateral Security Agreement ») et avenant ;
– contrat de définitions (portant le titre de « Master Définitions Agreement ») et avenant ;
– contrat de cession et de gestion de la créance (portant le titre de « Secured Advances Receivables Purchase and Servicing Agreement ») et avenant ;
– convention de dépôt signée entre votre société et Société Générale (portant le titre de « Contrat de Dépôt ») et avenant ;
– contrat de mise sous séquestre de documents (portant le titre de « Escrow Agreement ») et avenant ;
– contrat de délégation de flux et avenant ;
– lettre de rémunération attribuant à votre société une marge égale à 0,08 % de l'encours du prêt sécurisé.

Un avenant au contrat de prêt sécurisé a été signé le 19 avril 2013, sans impact pour votre société, concernant la garantie apportée par Société Générale. Cet avenant a fait l'objet d'une autorisation, a posteriori, par le conseil d'administration le 27 mai 2013 et dans un but de régularisation.

En application d'un traité de fusion signé le 24 juin 2014, les droits et obligations de Société Générale Bank Nederland N.V. (« SGBN ») ont été transférés à Société Générale Capital Market Finance (« SGCMF »), société dont le capital est détenu indirectement à plus de 10 % par Société Générale.

La documentation contractuelle du programme « FCT WATER DRAGON » comprenait la clause suivante : « aux termes de la documentation, la valorisation des actifs composant le portefeuille doit être au moins égale au montant de l'encours au titre des prêts sécurisés ». A la date du 15 décembre 2015, cette règle n'étant pas respectée, un « waiver » a été signé compte tenu de la survenance proche de la date d'échéance de l'opération (10 janvier 2016). Cet avenant, sans impact pour votre société, a fait l'objet d'une autorisation par le conseil d'administration le 6 janvier 2016 et dans un but de régularisation.

L'opération est arrivée à terme le 10 janvier 2016. Le FCT WATER DRAGON a été dissous le 12 janvier 2016 et liquidé le 18 janvier 2016. Aucun document n'a été signé par votre société dans le cadre de cette liquidation.

La rémunération nette enregistrée en 2016 par votre société au titre de ces conventions s'élève à EUR 6 934,25.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 12 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

DELOITTE et ASSOCIES :
Charlotte VANDEPUTTE ;

ERNST & YOUNG et Autres :
Micha MISSAKIAN.